

Des trajectoires d'emploi différenciées liées aux caractéristiques des territoires néo-aquitains

Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine • n° 97 • Juillet 2021



Les conséquences économiques de la crise sanitaire affectent les territoires néo-aquitains de façon contrastée ; ce constat, lié aux spécificités des appareils productifs locaux, trouve, en partie, sa cause dans des dynamiques antérieures. En effet, de fin 2007 à fin 2017, les évolutions d'emploi dans les territoires suivent des trajectoires divergentes. Plusieurs facteurs contribuent à creuser les écarts entre les zones d'emploi (ZE) et permettent d'appréhender leur exposition aux effets de la crise sanitaire de 2020.

Ainsi, les ZE qui ont mieux résisté à la crise de 2008 sont aussi celles avec une dynamique d'emploi plus favorable ces dernières années. Le littoral ou les grandes agglomérations, et leurs zones environnantes, présentent un ensemble contigu plus favorable à la dynamique d'emploi. *A contrario*, au nord-est de la région, les corrélations spatiales, également marquées, concernent des territoires en déficit d'emplois.

Le dynamisme démographique et les caractéristiques de la population du territoire sont déterminants dans l'évolution de l'emploi, alors que l'orientation économique fait apparaître des effets plus nuancés. Le rôle moteur du tertiaire non marchand suite à la crise de 2008 joue avec une intensité variable selon les ZE, comme le tertiaire marchand dans la période plus récente.

En lien avec la pandémie, l'année 2020 est marquée par un net recul de l'activité économique. Même si la baisse de l'activité salariée est moins forte en Nouvelle-Aquitaine que dans le reste de la France, les disparités entre les territoires infra-régionaux sont importantes : la diminution de l'activité, mesurée en termes d'heures rémunérées, varie de - 5 % à - 13 %, selon les zones d'emploi. Cette hétérogénéité s'explique par des réactions différentes des territoires aux mesures d'endiguement, aux restrictions d'activités et limitations de déplacements qui ont été mises en œuvre. Elle est, pour partie, la conséquence des spécificités socio-économiques des territoires, qui sont le fruit de dynamiques antérieures, obéissant à des logiques de plus long terme. À l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, ces dynamiques passées ont en effet été variées, et la relecture des évolutions d'emploi depuis l'immédiate avant-crise

de 2009 permet d'inscrire, à l'échelle des zones d'emploi, les conséquences économiques de la crise sanitaire dans le temps long. En effet, si au cours des dernières années, l'emploi néo-aquitain affiche globalement un rythme de croissance supérieur à celui du niveau national, les créations d'emplois se concentrent principalement dans une partie du territoire et l'hétérogénéité des situations révèle des vulnérabilités et des capacités de résistance différentes des zones d'emploi (ZE). Dès lors, l'analyse des faiblesses et des ressorts structurels de ces territoires depuis 2008, met en perspective leur exposition aux effets de la crise sanitaire de 2020. Des ZE qui avaient bien résisté à la crise de 2008 sont touchées de façon importante par les effets de la crise sanitaire ; pour d'autres, les effets viennent aggraver des situations initiales de fragilité au regard de l'emploi.

Après une faible progression pendant la période consécutive à la crise économique et financière en 2008, l'emploi néo-aquitain retrouve à partir de 2011 son niveau d'avant-crise et s'inscrit dans une croissance presque régulière : 80 000 emplois créés entre fin 2012 et fin 2017 (soit + 3,4 % contre + 3,1 % au niveau national). Néanmoins, les écarts dans les trajectoires d'évolution d'emploi se sont creusés au cours de la crise de 2008 et s'inscrivent dans la durée. Ainsi, la seule ZE de Bordeaux rassemble sur cette période 58 % des gains d'emplois.

Des trajectoires d'emploi très différenciées selon les territoires

Pendant la période 2007-2012, la moitié des ZE de la région connaît une évolution favorable de l'emploi, en particulier celles situées à l'ouest de la région, le

En partenariat avec :

long du littoral ► **figure 1**. Les grandes agglomérations (excepté Limoges), les territoires à forte orientation touristique (excepté la ZE de Sarlat-la-Canéda) ou les espaces agricoles spécialisés dans la viticulture à proximité de Bordeaux, comme Lesparre-Médoc, Langon et Libourne, résistent le mieux au choc de 2008. Parmi ces ZE, certaines connaissent après 2012 une forte dynamique d'emploi (Bordeaux, Langon, Bayonne, La Teste-de-Buch et Lesparre-Médoc). D'autres affichent une croissance plus modérée (Agen, Cognac, Dax, La Rochelle, Libourne, Mont-de-Marsan, Niort et Royan) ou une situation de relative stabilité (Marmande, Oloron-Sainte-Marie, Pau et Poitiers).

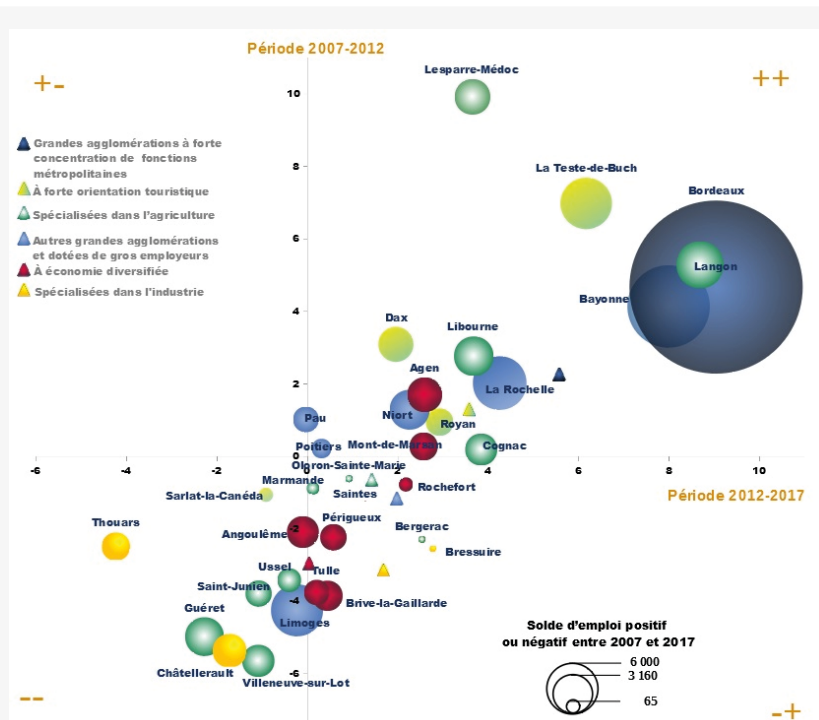
Au contraire, des ZE perdent des emplois entre 2007 et 2012, dans des espaces à spécialisation agricole, industrielle ou à orientation sectorielle diversifiée, situés essentiellement au nord et à l'est de la région. Elles connaissent, pour certaines, un regain d'emploi à partir de 2012 (Bergerac, Bressuire, Rochefort et Saintes). Les autres restent moins dynamiques, avec une tendance à la stabilité (Angoulême, Limoges, Brive-la-Gaillarde, Périgueux et Tulle), voire une poursuite des destructions d'emplois pour Thouars, Châtelleraut, Villeneuve-sur-Lot, Guéret, Saint-Junien, Ussel et Sarlat-la-Canéda. Pour ces dernières, la diminution de l'emploi varie en dix ans entre - 7 % et - 2 %, une baisse plus forte que pour les ZE françaises de même catégorie. Dans ces territoires, le choc conjoncturel amplifie le déficit de dynamisme.

Les écarts entre ZE se creusent au fil des années : entre 2007 et 2017, les différences par rapport à la moyenne régionale s'étendent de - 11 à + 8 points.

Des effets de proximité géographique

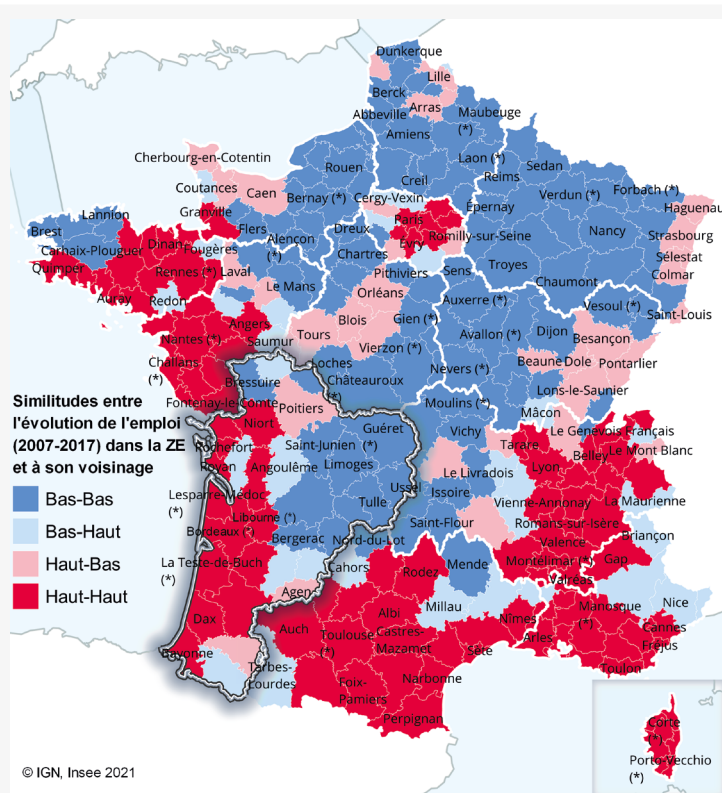
L'environnement géographique est susceptible d'avoir un effet sur les marchés du travail locaux que sont les zones d'emploi. Les ZE fortement (ou faiblement) dynamiques en matière d'emploi sont en effet très souvent concentrées géographiquement. Ainsi, le littoral ou les grandes agglomérations et leurs zones environnantes présentent un ensemble contigu où la dynamique d'emploi est plus favorable ► **figure 2**. L'évolution de l'emploi de la ZE de Bordeaux et celle, presque aussi dynamique, de son voisinage proche sont particulièrement corrélées. Cette correspondance prévaut aussi, de façon moins marquée, dans les ZE de Toulouse, Rennes ou Lyon qui hébergent aussi une métropole : la croissance de l'emploi y est plus de trois fois supérieure à celle de leur voisinage (1,6 fois entre Bordeaux et son voisinage).

► 1. Évolution de l'emploi total des zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine entre 2007-2012 et 2012-2017 (en %)



Note : Les zones d'emploi sont représentées selon leur orientation économique et comparées aux zones d'emploi de même catégorie. Leur taille est proportionnelle aux gains ou pertes d'emplois pendant la période 2007-2017.
Source : Insee, Estimations d'emploi

► 2. Similitudes entre l'évolution de l'emploi (2007 à 2017) dans la ZE et à son voisinage (Cartographie associée au diagramme de Moran)



Note : À partir d'un diagramme de Moran montrant la présence d'autocorrélation spatiale en matière d'évolution d'emploi, on observe quatre types d'association entre un territoire et ses voisins en fonction de leur situation respective par comparaison à la moyenne nationale. Par exemple, Haut-Haut qualifie une ZE en situation plus favorable par comparaison à la moyenne nationale, entourée de ZE dans la même situation ; Haut-Bas une ZE en situation plus favorable entourée de ZE en situation plus défavorable.
(*) indique une autocorrélation spatiale locale particulièrement marquée entre la ZE et son voisinage (LISA avec une p-value < 0,05)
Source : Insee, Estimations d'emploi

Les corrélations spatiales sont également marquées au nord-est de la région qui, *a contrario*, concentre des territoires avec un déficit de dynamisme dans la création d'emplois. D'autres territoires comme Poitiers, Pau et Agen maintiennent une croissance positive de l'emploi avec un voisinage plutôt en situation de décroissance. Dans ces territoires qui concentrent une part importante de l'emploi et connaissent un relatif dynamisme, les similitudes de situation entre voisinage sont moins marquées.

Dynamique démographique et croissance de l'emploi : une influence mutuelle

Le dynamisme démographique et les caractéristiques de la population présente sur le territoire (qualification, âge) apparaissent déterminants dans l'évolution de l'emploi. Les zones les plus dynamiques de la région en matière d'emploi enregistrent les plus fortes croissances de population entre 2007 et 2017, variant de + 10 % à + 18 %. À l'inverse, dans les territoires peu dynamiques, avec une baisse constante du nombre d'emplois, la population diminue (jusqu'à - 5 %).

Le solde migratoire, principal moteur de la croissance démographique de la région, est un facteur déterminant qui rend compte de l'attractivité d'un territoire. Dans les ZE de Bordeaux, Bayonne, La Rochelle, Lesparre-Médoc, La Teste-de-Buch, Royan, Rochefort, Dax ou encore Libourne, il contribue à l'évolution de l'emploi, davantage que dans les ZE de même catégorie. La croissance de la population et de l'emploi s'influencent mutuellement. Les perspectives de trouver un emploi constituent un motif fréquent de déménagement ; en retour, l'accroissement de la population, en densifiant le tissu socio-économique local, crée de nouveaux besoins qui développent des emplois à leur tour.

La relation entre le dynamisme démographique et le taux de chômage est moins nette. Malgré les créations d'emplois, le dynamisme démographique peut s'accompagner d'un taux de chômage relativement élevé. C'est par exemple le cas si les créations d'emplois sont insuffisantes, ou que la nature des contrats de travail proposés et la saisonnalité des activités n'assurent pas nécessairement l'absorption des actifs nouvellement arrivés. C'est la situation qui prévaut notamment dans plusieurs ZE du littoral néo-aquitain. À l'inverse, dans d'autres comme Ussel, Tulle et Saint-Junien, en déclin démographique, la faible croissance de l'emploi se conjugue avec un taux de chômage peu élevé, en raison d'une population active peu nombreuse.

Actifs plus jeunes, plus diplômés, moins de pauvreté : des effets favorables sur l'emploi

La présence de jeunes actifs constitue également un facteur favorable à l'évolution de l'emploi, dans des ZE comme Poitiers, Rochefort ou Bordeaux. Pour cette dernière, la part des jeunes actifs de moins de 30 ans est cependant moins élevée que dans les autres métropoles françaises. Pour les autres ZE de la région, compte tenu de la pyramide des âges des actifs, ce facteur ne contribue pas à dynamiser les créations d'emplois. Le niveau de diplôme et de qualification joue aussi positivement, notamment pour les ZE de Bordeaux, Bayonne, Niort, Pau, La Rochelle, Poitiers et Limoges. De manière plus générale, les grandes agglomérations bénéficient des avantages d'une population plus abondante et qualifiée.

Un autre facteur significatif est le niveau de pauvreté dans l'ensemble de la population. L'effet des revenus et de la précarité sur l'économie et la croissance des territoires, d'une part, et sur les capacités des populations à s'insérer dans l'emploi (en favorisant la mobilité), d'autre part, contribue à l'évolution de l'emploi. Il explique en partie le faible dynamisme de l'emploi dans les ZE d'Ussel, Bergerac, Guéret, Saint-Junien, Marmande ou encore Villeneuve-sur-Lot.

Le tertiaire non marchand : amortisseur de crise dans de nombreux territoires

La nature des activités économiques présentes dans les territoires ne présage pas nécessairement de l'évolution de l'emploi, car divers effets peuvent se compenser. Certaines orientations sectorielles restent néanmoins un élément déterminant.

Dans de nombreux territoires, au cours de la période 2007-2012, le tertiaire non marchand (administration publique, santé humaine, éducation et action sociale) contribue le plus (même si parfois modestement, en termes absolus) à la création d'emplois dans les territoires. Ce secteur joue un rôle d'amortisseur de crise (+ 27 100 emplois) en compensant en partie les pertes d'emplois dans l'industrie (- 20 800), l'agriculture (- 6 800) et la construction (- 1 400). Dans des ZE comme Saintes, Bergerac, Sarlat-la-Canéda et Angoulême, ces activités permettent de réduire les pertes d'emplois. Dans les ZE de Lesparre-Médoc, La Teste-de-Buch (+ 3 points), Libourne, Langon et Bayonne (+ 2 points), ce secteur contribue davantage à la croissance de l'emploi ► **figure 3.**

Les emplois d'aide-soignants, infirmiers, aides à domicile sont les principaux contributeurs à l'évolution de l'emploi pendant cette période. Ces métiers jouent cependant inégalement le rôle d'amortisseur de crise dans les territoires. À Villeneuve-sur-Lot, Châtelleraut, Sarlat-la-Canéda ou Cognac, leur contribution à la croissance de l'emploi est moindre. Il en est de même pour les métiers de l'administration publique dans des ZE en déficit de dynamisme comme Châtelleraut, Ussel, Tulle, Guéret, Saint-Junien ou Limoges, et également des ZE comme Libourne ou Rochefort.

Le tertiaire marchand, moteur de la création d'emplois dans la période d'après-crise

Après 2012, ce sont les activités du tertiaire marchand qui créent le plus d'emplois (+ 72 400) dans une grande partie du territoire. Les ZE de Bordeaux (+ 6 %), La Teste-de-Buch, Langon, Bayonne, La Rochelle, Bressuire, Cognac et Niort (+ 3,1 %) enregistrent les plus fortes évolutions de l'emploi du tertiaire marchand. Certaines fonctions dites « métropolitaines » comme la conception-recherche ou les prestations intellectuelles sont plus spécifiques à quelques territoires dans la contribution à l'évolution de l'emploi (ZE de Bordeaux, Pau, Niort, Bayonne, La Rochelle ou Agen). Cependant, la part des emplois dans ces fonctions, en particulier dans la ZE de Bordeaux, reste moindre par comparaison à d'autres ZE hébergeant une métropole (Toulouse, Lyon ou Nantes).

La contribution des activités tertiaires marchandes reste plus modérée dans les ZE de Saintes, Poitiers, Guéret, Ussel, Limoges et Thouars (inférieure à + 1 %). Seule la zone d'emploi de Châtelleraut perd des emplois dans ce secteur.

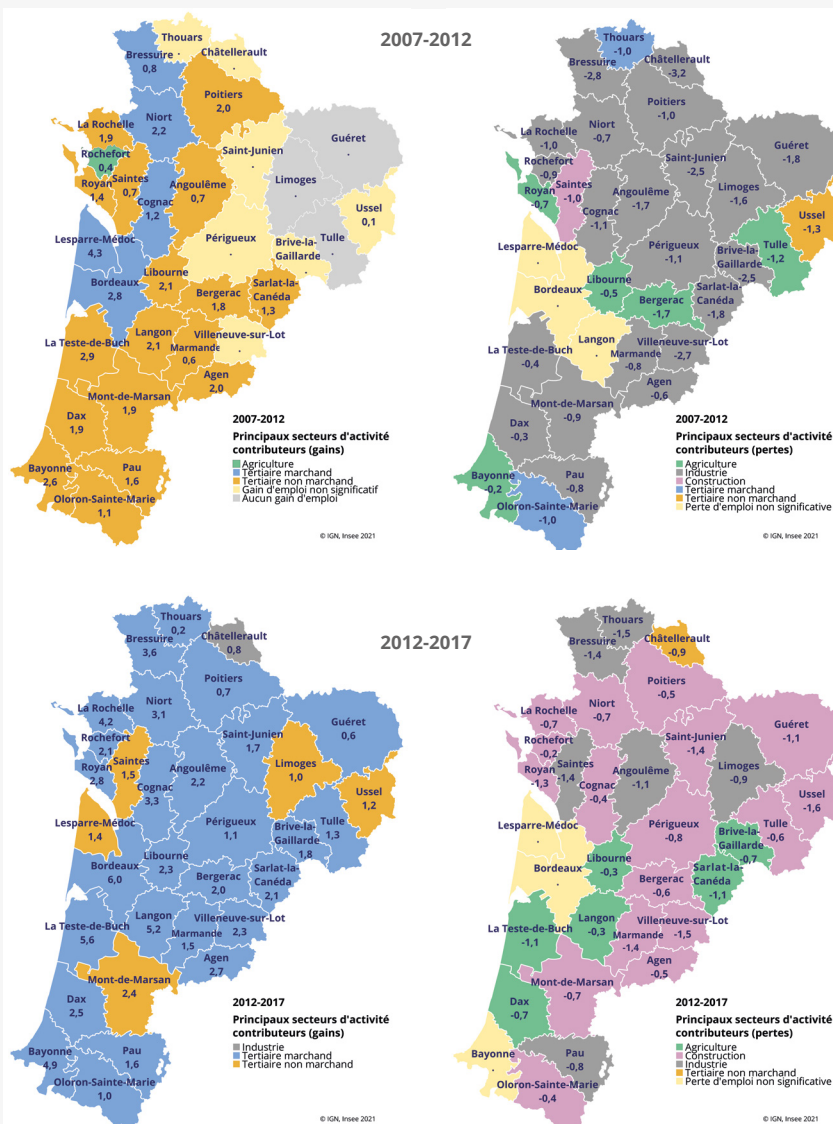
À l'inverse du tertiaire marchand, le secteur de la construction subit les plus fortes pertes (- 9 000), particulièrement marquées dans plusieurs ZE comme Ussel, Villeneuve-sur-Lot, Saint-Junien, Marmande, Thouars et Royan. Cependant, à partir de 2017, la construction renoue avec les créations d'emplois dans la majorité des territoires de la région.

Gains d'emplois après la crise : en CDI dans les ZE « dynamiques », en CDD dans les plus « vulnérables »

La nature et le statut des emplois contribuent diversement sur les territoires aux gains et pertes d'emplois.

Au cours de la période 2007-2012 avec les effets de la crise, l'emploi non salarié,

► 3. Principaux secteurs d'activité contributeurs en termes de gains / de pertes à l'évolution d'emploi entre 2007-2012 et 2012-2017



Note : les contributions des secteurs (exprimées en point de pourcentage) aux gains ou aux pertes d'emplois, sont représentées en étiquette sous le libellé de la ZE. Par exemple, dans la ZE de Dax, le tertiaire marchand contribue aux gains d'emplois à hauteur de + 2,5 points sur la période 2012-2017.

Source : Insee, Estimations d'emploi

dynamisé par la création du statut d'autoentrepreneur, résiste mieux, en particulier dans les territoires plus touchés, avec une décroissance de l'emploi salarié. Dans les seules ZE de Bordeaux, Lesparre-Médoc et La Teste-de-Buch, l'emploi salarié en CDI est le principal contributeur de la croissance de l'emploi total. À l'inverse, il contribue majoritairement aux pertes d'emplois au nord et à l'est de la région ainsi qu'à Mont-de-Marsan et Orlon-Sainte-Marie.

Après 2012, le salariat redevient le principal contributeur de la croissance de l'emploi. Le CDI est la forme très largement dominante de création d'emplois dans les zones dynamiques, et le CDD et l'intérim dans les zones moins dynamiques au nord et à l'est de la région. Parallèlement, la croissance de l'emploi non salarié semble s'installer plus durablement dans les territoires avec une dynamique d'ensemble favorable, tandis qu'il reste atone dans les ZE vulnérables qui continuent par ailleurs de perdre des CDI. ●

Sébastien Dumartin, Karim Mouhali (Insee)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Méthodologie – Sources

La zone d'emploi (ZE) se définit comme un espace au sein duquel la majeure partie des individus travaille et réside, et où les établissements peuvent trouver la main-d'œuvre nécessaire à leurs activités.

L'étude s'appuie sur une estimation économétrique réalisée à l'échelle de l'ensemble des ZE nationales, pour expliquer les différentiels de dynamique d'emploi.

Les modèles économétriques permettent d'identifier, parmi les variables potentiellement déterminantes, les facteurs jouant le plus significativement sur l'évolution de l'emploi dans les ZE. Les interactions spatiales entre les zones d'emploi, d'autant plus fortes que les localisations sont proches, sont également estimées en prenant en compte l'évolution de l'emploi du voisinage. Les données d'emploi sont issues du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées) basé sur l'utilisation de sources administratives couvrant la totalité du champ de l'emploi salarié et non salarié au lieu de travail.

Les données du recensement de la population, de Filosofi, de Flores, des DADS sont également mobilisées dans l'analyse des facteurs contribuant à l'évolution de l'emploi.

► Pour en savoir plus

- Publications conjoncturelles.
- Genebes L, Mouhali K, « Nouvelles zones d'emploi en Nouvelle-Aquitaine : une spécialisation agricole dans une zone sur trois », *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine* n° 91, septembre 2020.
- Galinier C., « En Nouvelle-Aquitaine, les écarts en matière d'emploi se creusent depuis la crise », *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine* n° 37, décembre 2016.

